

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 21 février 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **POTERIE DES GUIMARDS SARL**

« Les Beaux Arts »  
58310 SAINT-AMAND-EN-PUISAYE

Références : 230080  
Code AIOT : 0005400416

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2023 dans l'établissement POTERIE DES GUIMARDS SARL, implanté au lieu-dit « Les Beaux Arts » - 58310 Saint-Amand-en-Puisaye. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2023 de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- POTERIE DES GUIMARDS SARL
- Les Beaux Arts 58310 Saint-Amand-en-Puisaye
- Code AIOT : 0005400416
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière d'argile à poterie autorisée à l'extraction annuelle de 200 tonnes en moyenne et à 250 tonnes au maximum.

L'exploitation de cette carrière est autorisée au titre de la réglementation des installations classées, par arrêté préfectoral du 26 mars 2009, pour une durée de 30 ans.

Monsieur HURTAULT est la seule personne à extraire l'argile, par campagne de 3 jours tous les trois ans en moyenne, en période sèche. Le matériel utilisé pour l'extraction et le transport des matériaux jusqu'aux ateliers de production (pelle mécanique et pelle) est loué.

La carrière est apparue bien entretenue.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment plan de gestion des déchets d'extraction, situation administrative, méthode d'exploitation, plan d'évolution, bornage, information du public.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
3	Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.4	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Bornage	Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 1.4.1	/	Sans objet
7	Clôture et barrière	Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.1.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 1.4.2	/	Sans objet
6	Information du public	Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.1.3	/	Sans objet
8	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.2.3.1	/	Sans objet
9	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.2.3.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 9.2.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu de la faible exploitation du site, les enjeux environnementaux sont faibles. Cependant, il apparaît indispensable que l'exploitant soit en mesure de suivre régulièrement l'évolution de son site, notamment par la mise à jour régulière d'un plan topographique comportant entre autres la position des bornes délimitant le périmètre sur lequel porte l'autorisation.

Les non-conformités suivantes devront par ailleurs être levées par :

- l'établissement d'un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière,
- la réalisation et la justification auprès de l'inspection d'une campagne d'extraction afin d'interrompre le délai de caducité l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur,
- la mise en place d'un grillage permettant de ceinturer le périmètre de la carrière le long de la voirie, de chaque côté du portail d'accès au site.

**L'exploitant indique son souhait de répondre favorablement à l'ensemble de ces non-conformités. Au vu de cet élément, celles-ci ne donnent pas lieu immédiatement à mise en demeure.**

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de gestion des déchets d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li> <li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> Aucun plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière n'a été établi.</p> <p><b>Il est de nouveau rappelé à l'exploitant qu'il doit établir et communiquer, à l'inspection des installations classées, le plan susnommé conformément à la présente prescription.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

N° 2 : Durée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En application de l'article R. 512-53 du code de l'environnement, la présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b> La carrière est actuellement à l'arrêt.</p> <p>L'exploitant indique qu'environ 90 tonnes de matériaux ont été extraits au cours de l'année 2019 et qu'il n'y a pas eu d'extraction depuis cette date en raison notamment de la crise sanitaire liée à la COVID-19 de mars 2021.</p> <p>Il précise par ailleurs que l'exploitation de la carrière est très épisodique et calquée en fonction des besoins de fabrication de ses ateliers de production (fabrication d'objets en céramique) ; elle est donc très peu exploitée.</p> <p>Il indique qu'une campagne d'extraction sera effectuée au cours du premier semestre 2023, en période sèche, afin d'interrompre le délai de caducité de son autorisation d'exploiter actuellement en vigueur.</p> <p><b>L'exploitant devra justifier à l'inspection des installations classées de la réalisation de sa prochaine campagne d'extraction à l'issue.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Plan d'évolution

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter, ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,</li> <li>- les positions des fronts,</li> <li>- les cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>- les zones remises en état,</li> <li>- les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement...),</li> <li>- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,</li> <li>- les bornes.</li> </ul> <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est tenu en permanence à disposition de l'inspection des installations classées. Tous les 5 ans, à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières, un plan à jour doit être transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de plan topographique à jour de son exploitation.</p> <p><b>L'exploitant doit faire réaliser, par un géomètre, un plan topographique comportant l'ensemble des points édictés au présent article.</b> Il lui est rappelé que ce plan est indispensable au bon suivi de son exploitation.</p> <p><b>Une copie de ce plan sera adressée à l'inspection des installations classées dès sa réalisation.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 4 : Capacité de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 1.4.2
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le tonnage total de matériaux à extraire est de 6 080 tonnes.  La production brute moyenne annuelle de matériaux extraits est fixée à 200 tonnes, pour une production maximale de 250 tonnes.</p> <p><b>Constats :</b> À la consultation de la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets effectuée au titre de l'année 2022, la quantité totale d'argile restant à extraire est de 5 680 tonnes.  Les campagnes annuelles d'extraction n'ont pas dépassé 120 tonnes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-74 à R. 512-77 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> La présence de bornes sur la carrière n'a pu être observée au cours de la visite et leur position exacte n'est pas connue.  <b>L'inspection des installations classées demande de nouveau à l'exploitant de vérifier leur présence sur le terrain et de les mettre en place, le cas échéant.</b> Ces bornes devront être localisées sur le plan d'évolution de l'exploitation.
<b>Observations :</b> Il est rappelé à l'exploitant de veiller par la suite au bon entretien de ces bornes de manière à ce qu'il puisse identifier le périmètre d'autorisation de son site. Il devra en outre veiller à ce qu'elles demeurent en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que des panneaux d'information et de signalisation, en bon état, contenant l'ensemble des informations attendues, sont implantés aux endroits appropriés sur la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 7 : Clôture et barrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les éventuelles retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies de panneaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).</p> <p><b>Constats :</b> L'accès à la carrière est fermé par un portail muni d'un dispositif de fermeture à clé en dehors des horaires d'ouverture.</p> <p>Toutefois, le grillage permettant de ceinturer le périmètre de la carrière le long de la voirie est intégralement manquant.</p> <p><b>L'exploitant s'est engagé à le remplacer à court terme.</b></p> <p>Des panneaux signalant le danger et l'interdiction d'accès au public est apposé sur le portail.</p> <p>Un panneau indique le danger à proximité de la retenue d'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Technique de décapage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, .
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction et limité aux stricts besoins.</p> <p>Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales des stériles. Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.</p> <p>Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière.</p> <p><b>Constats :</b> Les terres végétales et les stériles sont stockés séparément.</p> <p>Les terres végétales sont utilisées pour le merlon en bord de route et le reste est stocké en fond de carrière.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de zone de stockage de plus de 2 mètres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 9 : Épaisseur d'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 2.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'extraction est réalisée en fosse sur une profondeur moyenne de 5 mètres environ par rapport au niveau des terrains avoisinants.</p> <p>En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 186 m NGF.</p>
<p><b>Constats :</b> Le niveau d'eau présent dans l'excavation au moment de la visite n'a pas permis de constater que la profondeur d'extraction n'excédait pas les 5 mètres. L'exploitant a toutefois déclaré que celle-ci était respectée.</p> <p>L'absence de plan d'exploitation de la carrière n'a par ailleurs pas permis de vérifier le bon respect de la cote NGF (voir point n°3).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 10 : Auto-surveillance des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2009, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès la prochaine campagne d'exploitation de la carrière, puis tous les trois ans, par un organisme qualifié en deux emplacements déterminés en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce choix de l'organisme sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'aucune mesure des niveaux sonores n'a été effectuée au cours de ces trois dernières années.</p> <p>Au vu de la durée très limitée d'extraction à la pelle, à raison de 3 jours au maximum par campagne d'extraction tous les 3 ans en moyenne, les nuisances liées aux émissions sonores sont faibles. L'environnement (entouré de végétation) est en outre faiblement peuplé et l'activité du site n'a jamais fait l'objet de plainte à ce jour. Il n'apparaît donc pas justifié de réaliser ces mesures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet